

2 Politique

Opposition/Coalition pour la nouvelle République (CNR)/Législatives 2018

L'Union nationale participera ou participera pas ?

J.K.M

Libreville/Gabon

L'UNION nationale (UN), principal parti de l'opposition, célèbre, aujourd'hui, son huitième anniversaire. C'est en effet, le 10 février 2010, un peu plus d'un an après l'élection présidentielle de septembre 2009, que cette formation politique a été créée au terme de la fusion de l'Union gabonaise pour le développement et la démocratie (UGDD), le Mouvement africain pour le développement (Mad) et le Rassemblement national des républicains (RNR).

Un des moments phares de cette célébration sera, sans nul doute, l'allocution que devrait prononcer, au siège de sa formation politique, le président de l'UN, Zacharie Myboto. Tout porte à croire qu'il devrait, à cette occasion, fixer définitivement l'opinion nationale et internationale sur la participation ou non de son écurie politique aux élections législatives censées se dérouler, selon une décision de la Cour constitutionnelle, dans deux mois au plus tard.

Sur ce point, la déclaration de Zacharie Myboto est d'autant plus attendue que, depuis quelques jours, Casimir Oye Mba, François Ondo Edou et Jean-Gaspard Ntoutoume Ayi, respectivement vice-président, secrétaire exécutif et



Photo : Aristide Mousavou/ L'Union

Le président de l'UN, Zacharie Myboto.



Photo : D.R

Le secrétaire exécutif de l'UN, M. Minault Zima Ebeyard (d) et son adjoint, Paul-Marie Gondjout, lors de leur point-presse.



Photo : Chris Oyame

Les membres du bureau de la coordination de l'UN pour le 1er arrondissement de Libreville.

commissaire national au budget de l'UN, se sont déclarés favorables à une participation effective de leur formation politique à ce

scrutin. Même s'ils se sont prononcés "à titre personnel", plusieurs observateurs s'interrogent pour savoir quelle pourrait être

leur attitude au cas où Zacharie Myboto viendrait à prendre le contre-pied de leurs avis "personnels". Dans le même temps, il faut

reconnaître que plusieurs signaux tenteraient à conforter l'idée d'une présence éventuelle des candidats investis par l'UN au

scrutin prévu de se tenir en avril prochain. A en juger notamment par les installations des responsables des structures de base et autres causeries organisées, à travers le pays par plusieurs cadres de ce parti politique de l'opposition dite "radicale".

Dans tous les cas, depuis sa création, l'UN semble ne pas se départir de sa ligne politique de n'entretenir aucune forme de relation et autre collaboration avec le pouvoir établi. Tant et si bien que certains de ses cadres et autres militants qui, pour des motifs divers, se sont éloignés de cette voie ont été exclus de ses rangs. Cela a été particulièrement le cas d'Estelle Ondo et Patrick Eyogo Edzang qui, au lendemain de l'élection présidentielle d'août 2016, ont accepté de prendre part au Dialogue politique organisé à Angondjé, dans la banlieue nord de Libreville, du 12 avril au 26 mai 2017, à l'initiative du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Et d'accepter de siéger au gouvernement actuel.

C'est dans cette optique que, au cours de la conférence de presse qu'ils ont animée dernièrement, le secrétaire exécutif de l'UN, Minault Zima Ebeyard, et son adjoint, Paul-Marie Gondjout, ont réaffirmé le combat de l'UN pour l'instauration de la démocratie et l'alternance dans notre pays.

Opposition

Appel à la réconciliation nationale



Photo : SM

Une vue des conférenciers qui ont pris la parole au cours de la conférence de presse...



Photo : SM

... à laquelle ont assisté plusieurs militants du FER.

SM

Libreville/Gabon

Neuf (9) présidents de partis politiques de l'opposition et d'une association, ont par ailleurs dénoncé, hier, au cours d'une conférence de presse, "des négociations secrètes susceptibles d'aboutir à un partage du gâteau Gabon", et le non respect des clauses des assises politiques tenues dans la commune d'Akanda l'année dernière.

NEUF (9) présidents de partis politiques et une association, pour la plupart, présents au Dialogue politique d'Angondjé, ont tenu, hier, au siège du Front d'égalité républicaine (FER), une conférence de presse au cours de laquelle ils ont appelé à la réconciliation nationale. Laquelle s'avère aujourd'hui, selon eux, "impérieuse au regard du climat de haine qui continue de gagner du terrain dans notre pays".

Il s'agit entre autres, du Front d'égalité républicaine

(FER), l'Union du patriotes gabonais loyalistes (UPG-L), PCO, RAPID, USP, BPU, RA-FEGAC, etc. Ces derniers ont également dénoncé et condamné, par la voix de leur porte-parole, David Mbadinga, des "négociations secrètes susceptibles d'aboutir à un partage du gâteau gabonais".

De même, ils ont dénoncé un non-respect des résolutions issues des assises d'Angondjé, en avril et mai derniers. Notamment, au

regard de «l'inopériorisation du Comité de suivi, l'adoption de la révision constitutionnelle et de plusieurs textes législatifs sans l'implication dudit Comité de suivi». Non sans fustiger, «un faux découpage électoral et la prise des ordonnances en cascade sur le Centre gabonais des élections (CGE) et sur le Conseil national de la Démocratie (CND)». Toute chose qui, à en croire David Mbadinga et les siens, pourrait davantage aggraver la crise au Gabon. Sur tout, ont-ils précisé, «si les élections lé-

gislatives annoncées pour avril 2018, ne s'organisent pas dans les conditions de transparence garantie, notamment par la mise à plat totale de la liste électorale et de la mise en place effective de la biométrie».

C'est donc fort de tout cela, que les partis réunis ont émis des "réserves quant à leur participation à ce scrutin à venir", tout en appelant le peuple gabonais à rester vigilant et mobilisé pour ne pas cautionner, ce qu'ils appellent "une énième mascarade électorale".

En outre, les conférenciers ont appelé au renouvellement du bureau du Conseil national de la Démocratie (CND), conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi organique de ladite institution. Lesquelles stipulent que "le bureau du CND est renouvelé au cours d'une assemblée plénière électorale convoquée par le président de la République", et non nommé. Ce d'autant plus que, a rappelé David Mbadinga, le mandat du bureau actuel a expiré depuis le 27 décembre dernier.